

Europe fédérale

Bulletin d'information de l'Union des fédéralistes européens - double N° 42 – mai 2011 – 4 €

L'UEF-France est membre de
L'Union européenne des fédéralistes (UEF-Europe)
Du Mouvement européen international (MEI),
Du Mouvement européen-France (MEF)
et du World federalist Movement (WFM)



Union of European Federalists
Union des Fédéralistes Européens
Union der Europäischen Föderalisten

1

« XXIIIème Congrès de l'UEF-Europe Bruxelles les 27, 28 et 29 mars 2011

Editorial par Jean-Guy GIRAUD, Président de l'UEF-France

C'est au Parlement européen à Bruxelles que s'est tenu le XXIIIème congrès de l'Union des fédéralistes européens. Plus de 200 participants venus de 19 pays ont débattu entre eux et avec de nombreuses personnalités invitées. Par cet éditorial, je ferai quelques remarques sur cet événement important dans la vie de notre mouvement.

En premier lieu, je constate avec satisfaction que le Président de l'UEF-Europe, Andrew DUFF semble convaincu de la nécessité de démarrer une "action fédérale" dans la perspective de 2014. La décision est reflétée dans le dernier § de la résolution générale qui reprend l' amendement de l'UEF-France. Il a aussi accepté d'en parler aux leaders du Groupe SPINELLI et du Mouvement européen international lors de leur réunion à Florence le 7 mai.

Andrew DUFF semble aussi décidé à aborder en détail cette question lors du prochain Bureau de l'UEF le 4 juin à Bruxelles. Faisant parti du bureau, je ferai une proposition précise pour cette date.

En deuxième lieu, je dirai que, globalement, le Congrès a été fort intéressant, notamment du fait de la participation de personnalités comme Jerzy BUZEK, Mario MONTI, Pierre VIMONT ou encore Elmar BROK, la citation n'étant pas exhaustive. Leur présence constituait une reconnaissance de la représentativité de l'UEF et de la prise en compte de ses positions.

Mon regret est que le fonctionnement interne de l'UEF manque toutefois de concept et de consensus sur l'organisation d'une action militante organisée et portant sur le problème principal : le délitement de l'Union européenne en matières financière, diplomatique et militaire, nucléaire (les "trois crises à l'Ordre du jour du Conseil européen de la veille du Congrès !). Je ne désespère cependant pas que nous puissions entraîner l'UEF-Europe dans une campagne "2014". Mon espoir repose essentiellement sur Andrew DUFF, dont la réélection a accru l'autorité personnelle.

Il nous faut persévérer dans la campagne entreprise depuis 2010 et que soutiennent de plus en plus nombre de nos amis en Belgique, au Luxembourg ou encore en Italie.

Ce numéro rend largement compte des travaux de ce Congrès et poursuit sa réflexion sur la nécessité d'un réveil de l'Europe en 2014 ; je vous en souhaite bonne lecture.

Europe fédérale - Bulletin d'information de l'UEF-France

ISSN 1958-3672

Directeur de la publication : Jean-Guy GIRAUD, président

Directeur de la rédaction : Alain REGUILLON, secrétaire fédéral

Comité de rédaction : Florent BANFI, Jean Francis BILLION, Jacques CHAUVIN, Jean-Pierre GOUZY, Yves LAGIER, François MENNERAT, Jean-Luc PREVEL

Administration/abonnement : UEF-France c/o Europe Direct - 13, rue de l'Arbre-sec – 69001 LYON

Courriel : uef.france@gmail.com – Site : www.uef.fr

Imprimerie L'INTERFACE – 48, rue DECOMBEROUSSE – 69100 VILLEURBANNE

Actualités fédérales

Notre section Ile de France a engagé un programme de formation fédéraliste qu'elle conduit avec les Jeunes européens. Nous nous appuierons prochainement sur son exemple pour proposer cette nécessaire activité à tous les adhérents et sympathisants de l'UEF.

La formation en action

Florent BANFI, Président de la section Ile de France

Séminaire de formation

L'UEF IDF a organisé en partenariat avec les Jeunes Européens des groupes parisiens un cycle de formation sur le fédéralisme visant un public de jeunes. Ce séminaire s'est déroulé tout au long de l'année autour de 4 (bientôt 5) séances traitant des thèmes suivants :

Introduction au fédéralisme qui fut l'occasion de présenter les concepts clef du fédéralisme applicables à la fois au niveau européen, local ou mondial.

Identité et citoyenneté pour introduire la conception personnaliste du fédéralisme en lui donnant une dimension pratique.

Défense et politique étrangère pour illustrer le fédéralisme comme théorie de l'efficacité.

La politique énergétique et environnementale pour aborder le fédéralisme non plus simplement sous l'angle européen mais sous l'angle mondial.

Et enfin la réforme de l'ONU qui aura lieu le 23 Mai pour présenter le fédéralisme mondial dans sa composante institutionnelle.

Ces 5 événements représentent une première étape concrète de partenariat entre les Jeunes Européens et l'UEF. Cette formation est destinée à des personnes non initiées au fédéralisme telles que des premières ou deuxièmes années en cycle universitaire qui joignent les Jeunes Européens. L'objectif est avant tout de faciliter l'intégration et la formation dans le milieu fédéraliste et non de faire du recrutement. Cette formation de « premier niveau » devra être complétée l'année prochaine par une formation de « deuxième niveau » afin de poursuivre le parcours de formation pour les personnes ayant déjà participé à ces premières sessions.

5ème session de formation sur le fédéralisme.

Le 23 mai à la Maison des Initiatives Etudiantes aura lieu la cinquième session de formation sur le fédéralisme réalisée par l'UEF Paris Ile de France pour les Jeunes Européens. Cette séance sera ouverte à tous, jeunes et moins jeunes afin de terminer l'année par un échange sur la gouvernance mondiale. Didier COLMONT nous présentera la campagne portée par le World Federalism Movement sur l'Assemblée Parlementaire pour les Nations Unies. Ce sera l'occasion pour les participants d'aborder des thèmes tels que le rôle de l'UE sur la scène internationale et tout particulièrement à l'ONU.

RDV le 23 mai à 19h30 à la Maison des Initiatives Etudiantes (50 rue des Tournelles Paris).

2

Sommaire

<i>Editorial</i>	<i>Page 1</i>
<i>Actualité fédérale</i>	<i>Page 2</i>
<i>Congrès : échos de la</i>	<i>Page 3</i>
<i>Délégation française</i>	
<i>Résolution générale</i>	<i>Page 6</i>
<i>Les autres résolutions</i>	<i>Page 8</i>
<i>L'agenda</i>	<i>Page 10</i>
<i>Réveiller l'Europe pour</i>	<i>Page 11</i>
<i>2014</i>	
<i>Point de vue</i>	<i>Page 13</i>
<i>Ils nous ont quittés</i>	<i>Page 13</i>
<i>Le manifeste SPINELLI</i>	<i>Page 15</i>
<i>Portrait : Altiero</i>	<i>Page 16</i>
<i>SPINELLI</i>	
<i>Bulletin d'adhésion</i>	<i>Page 16</i>

Congrès de l'UEF Europe

Echos de la délégation française

Huit membres de l'UEF-France ont participé aux travaux du congrès : **Jean-Guy GIRAUD**, Président, **Jean Francis BILLION**, Vice-président, **Yves LAGIER**, ancien Président, membre du Bureau et Président de la section Franche-Comté, **Jacques CHAUVIN**, ancien Président, membre du Bureau, **François MENNERAT**, membre du Comité directeur, **Jeannie LAGIER**, membre du Bureau, **André-Pierre DARTEIL**, membre du Comité directeur, membre du Bureau de la section Rhône-Alpes et **Jeanine MENNERAT**, membre de la section Franc-comtoise.

Un TRES bon congrès ! *Jacques CHAUVIN, ancien Président de l'UEF-France*

Après six congrès de l'UEF, au cours d'une douzaine d'années de militantisme hors de ma section, il commence à m'être possible de faire des comparaisons et d'oser porter un jugement.

Je dis, donc, et j'écris que notre 30^e congrès, à Bruxelles, du 20 au 27 mars, fut un TRES bon congrès, le meilleur de ceux auxquels il m'a été donné d'être présent. Jugement objectif d'un « observateur » n'ayant plus de responsabilités et... d'autant moins de parti-pris.

A de très petits détails près, l'organisation matérielle dans le cadre du splendide Parlement européen, fut sans accroc et constamment assurée par des jeunes gens efficaces placés sous un Secrétaire Général et une Directrice combinant autorité et sourire. Comment est-on passé d'un confort tout relatif et d'équipements vieillissants dans de petites salles de bâtiments d'administrations nationales, voire d'hôtels, au confort luxueux et aux moyens techniques sophistiqués du Parlement européen ? Et à quel prix, alors que le bilan financier de notre exercice 2010 n'incite pas à la dépense ? Au crédit de qui porter ce tour de force ? A celui du Président, sans doute, puisque dans le succès comme dans l'échec, c'est toujours lui que, finalement, l'on juge.

Andrew Duff, ne mérite pas la louange pour la seule qualité de l'accueil matériel réservé à ses hôtes. Il a su mener, de bout en bout, une suite de réunions hautement instructives, au cours desquelles des invités de très haut niveau ont donné sur l'actualité des éclairages nous offrant des perspectives plutôt réconfortantes, propres à nous tirer d'un pessimisme, voire d'une angoisse trop à la mode. Même si certains ont pu sembler

moins fédéralistes que je l'aurais aimé, les applaudissements qu'ils ont soulevés ont montré que délégués et observateurs étaient ouverts à tout ce qui peut conduire à plus d'Europe, même en empruntant des voies et en usant de mots qui ne sont pas les nôtres.

Comme à l'habitude, les ateliers consacrés à la discussion des résolutions furent passionnants : peut-il jamais en être autrement puisqu'ils réunissent des militants passionnés ? Mais la passion qui conduit à l'opposition sans nuance peut-être destructive. Bravo, donc, aux délégués qui surent, lors de l'assemblée consacrée au vote des résolutions, éviter une inutile confrontation : le sujet s'y prêtait.

L'engagement de l'UEF, tout entière, dans une campagne en vue d'avancées fédéralistes significatives, à l'occasion du renouvellement de nos institutions en 2014, est essentiel. D'aucuns s'inquiètent légitimement des conséquences possibles de l'échec d'une telle campagne : il ne pouvait être question de tenter de leur forcer la main.

Le report de la décision à quelques semaines laisse espérer un accord inspiré par la raison et la nécessité : 2014 doit-être une année marquante dans la marche de l'Europe vers sa destinée fédérale.

Qui aurait pu, in fine, refuser à Andrew Duff le triomphe d'une réélection à l'unanimité ? Le succès du Congrès n'est pas l'œuvre du seul Président mais son échec lui aurait sans doute été attribué.

Vu et entendu au Congrès

Yves LAGIER, ancien Président de l'UEF-France

Nous étions 200 à assister à ce Congrès dans le bâtiment SPINELLI (bien austère et peu ouvert sur l'extérieur) du Parlement européen à Bruxelles.

Notre petite délégation française faisait pâle figure par rapport aux « gros bataillons » italiens, autrichiens, allemands. C'est la traduction mathématique du nombre de nos adhérents ...hélas.

Peu importe...car il était agréable de rencontrer des amis grecs, bulgares, suisses, roumains, chypriotes, finlandais, etc., qui avaient fait le déplacement de Bruxelles.

L'UEF s'est révélée à cette occasion totalement transgénérationnelle, tant les jeunes étaient nombreux (tous parlant au moins trois langues) et motivés. Que l'on ne nous dise pas que les jeunes générations sont démotivées par le débat européen !

Pour les « vieux » militants, dont je fais hélas partie, ce Congrès a été une nouvelle raison d'espérer !

Interventions brillantes de personnalités de premier plan : Jerzy BUZEK, Viviane REDDING, Pierre VIMONT, Alberto MAJOCCHI, Mario MONTI, entre autres, avec un dialogue fourni avec la salle, tant en commission qu'en séance plénière ! Prestation parfaite du Président Andrew DUFF, sachant à la fois imposer son autorité et faire preuve d'une grande convivialité, notamment à l'occasion du dîner « officiel » servi sur les toits de Bruxelles au musée des instruments de musique.

Occasion de revoir de vieux amis toujours mus par la fougue fédéraliste même si l'utilisation obligatoire de l'anglais n'a pas toujours été évidente !

Un Congrès réussi, parfaitement organisé par Mana LIVARDJANI et ses collaboratrices et au cours duquel s'est affirmé notre nouveau Secrétaire Général Christian WENNING qui a manifestement la carrure d'un leader.

On trouvera plus loin les textes des résolutions.

Les élections aux organismes statutaires n'ont pas été brillantes pour notre délégation. Si les

membres désignés ont évidemment conservé leur poste (avec Jean Guy Giraud au Bureau et Jean Francis Billion au Comité fédéral), l'élection de votre serviteur au Comité fédéral a été acquise de justesse.

Preuve que nous travaillons trop dans le franco-français (à l'influence réduite) et qu'il nous faut nous ouvrir sur les actions d'autres sections nationales qui font du militantisme et de l'ouverture à l'ensemble des citoyens les éléments structurants de leur raison d'être .

François MENNERAT, membre du Comité directeur

Mon premier congrès à l'UEF !

Concernant le Congrès, je pense que tout a déjà été fort bien dit par les autres participants.

Pour moi, c'était le premier Congrès de l'UEF et je n'ai donc pas de points de comparaison.

Cependant celui-ci m'a semblé très bien organisé. L'assistance a été fort riche et diversifiée. Les intervenants ont été de bon niveau. Le travail en commission et les débats relatifs aux résolutions ont été intéressants.

Andrew DUFF est un excellent Président. Le Secrétaire Général et la Directrice sont très efficaces.

Cependant, je pense que nous, les Français, n'avons pas été assez incisifs. Par notre dispersion "topographique", nous n'avons pas donné l'impression de constituer une seule délégation. Il aurait déjà fallu être plus audacieux et déterminés dans les semaines qui ont précédé le Congrès. Si nous avions eu moins peur de notre ombre nous aurions eu plus de "présence".

Notre proposition de résolution n'a pas été comprise parce qu'elle n'était pas suffisamment explicite et trop "institutionnelle" dans sa formulation.

Il nous faut, à l'avenir, être plus militant pour nous faire entendre.

Jean Francis BILLION, Vice-président de l'UEF-France, membre du Comité fédéral de l'UEF-Europe et du Conseil du World Federalist Movement

Le 23^e Congrès de l'Union des Fédéralistes Européens (UEF Europe), association fondée à Paris en 1946, s'est tenu à Bruxelles, dans les locaux, modernes et fonctionnels, du Bâtiment Altiero SPINELLI au Parlement européen.

Le Congrès été présidé par le parlementaire européen britannique (groupe ALDE, libéral et démocratique) Andrew DUFF, également membre et cofondateur du Groupe SPINELLI (qui a intégré récemment l'Intergroupe fédéraliste du Parlement européen). Cette manifestation a été précédée le vendredi 25 mars par un débat public/table ronde de haut niveau sur le thème même du Congrès :

« Europe fédérale : le temps de décider »

auquel ont participé divers parlementaires européens : Isabelle DURANT (Verts-ALE, Vice-présidente du PE - Belgique), Sylvie GOULARD (ALDE-Modem, ancienne Présidente du Mouvement européen-France, Andrey KOVATCHEF, nouveau membre du Comité fédéral de l'UEF-Europe, Elmar BROK (PPE, membre de l'UEF, et rapporteur du débat - Allemagne) et Andrew DUFF, en tant qu'animateur.

Cette réunion a été suivie d'une brève session du Comité fédéral sortant chargée d'adopter l'ordre du jour du Congrès.

L'ouverture du Congrès lui-même a été l'occasion de deux autres interventions de haut niveau, l'une du Président polonais du Parlement européen, Jerzy BUZEK, et l'autre sous forme d'adresse vidéo, de la Vice-présidente de la Commission européenne, Mme Vivianne REDDING. Les adresses de bienvenue des principaux représentants de la « force fédéraliste » internationale, précédant l'élection du *Présidium* du Congrès, ont clos cette première demi-journée de travail des quelque 200 à 250 observateurs et délégués. Le présidium été composé de : Michele CIAVERINI-AZI (Président de l'UEF Belgique), Rainer WIELAND (Vice-président du Mouvement européen international -EMI), Philippe ADRIANSENS (Président des Jeunes fédéralistes européens (JEF Europe) - dont sont membres les Jeunes Européens France, liés par un accord de partenariat politique à l'UEF France- et

Lucio Levi (membre du Bureau exécutif du Mouvement fédéraliste mondial - WFM-IGP).

La matinée du samedi 26 mars a été marquée par les réunions des trois commissions entre lesquelles avaient été appelé à se partager les participants : « *Défis mondiaux et gouvernance économique* », dont les travaux ont été animés par le professeur Alberto MAJOCCHI ;

« *Politique de sécurité extérieure et de défense* », introduite par une intervention témoignage de M. Pierre VIMONT, Secrétaire général du *Service européen d'action extérieure* et animée par Philippe AGATHONOS, vice-président de l'UEF-Autriche) ;

« *L'action fédéraliste et l'Initiative européenne des citoyens* », introduite par Mme. Sylvia-Yvonne KAUFMANN (ancienne parlementaire européenne - groupe Gauche unie et démocratique -GUE- Allemagne) et animée par le professeur Guido MONTANI, vice-président de l'UEF-Italie).

Le bref lunch et auparavant une intervention de M. Mario MONTI, ancien membre de la Commission européenne (1995-2004), Président de la *Bocconi University* et membre du *Think tank Bruegel* ont clos la matinée.

L'après-midi a été l'occasion d'un débat général et des rapports statutaires du Président DUFF (2008-2010, le Président DUFF avait été élu au Congrès de l'UEF de Paris en 2008, et succédait ainsi à deux autres parlementaires européens à la tête de l'UEF, Jo LEINEN, ancien Président de la JEF dans les années 1970, et, Mercedes BRESSO, Présidente de la région du Piémont, tous deux membres du groupe Socialiste et démocratique du PE), du Secrétaire général Christian WENNING et du trésorier, Olivier HINNEKENS. Après l'approbation des rapports, l'élection du *Présidium* et la présentation des candidatures à la Présidence Andrew DUFF, Seul candidat à la Présidence, a été réélu par acclamations, avant qu'un repas au Musée des instruments de musique de Bruxelles ne clôture la session.

La matinée de dimanche a débuté par la communication des résultats des élections statutaires et les réunions des délégations nationales afin de nommer leurs représentants, en nombre proportionnel à leurs cotisants, au Comité fédéral.

Pour la France, Jean-Guy GIRAUD, Président (région Midi Pyrénées) et Jean Francis BILLION, Vice-président ((région Rhône-Alpes)

représenteront à nouveau l'UEF. Ils seront aux côtés d'Yves LAGIER, ancien Président de l'UEF-France, membre du Bureau (région Franche-Comté) élu par le Congrès. Deux de nos autres amis, Jean-Baptiste MATHIEU (région Alsace) et Michel MORIN (région Rhône-Alpes), membres sortants, ne se sont pas représentés

Au titre des Jeunes Européens, Pauline GESSANT, ancienne Secrétaire Générale du Mouvement européen-France a également été élue.

Le Congrès a ensuite voté les résolutions proposées par les sections ou issues des travaux

des commissions de la veille avant d'entendre une allocution de clôture du Président.

Le Congrès a été immédiatement suivi par une réunion du nouveau Comité fédéral, qui a procédé aux élections de son nouveau *Présidium* et des vice-présidents procédant, par la suite, et sur proposition du Président DUFF, à un vote bloqué et par consensus, aux diverses responsabilités.

Jean-Guy GIRAUD représentera à nouveau l'UEF-France au Bureau européen.

La résolution générale

Chaque Congrès vote une résolution générale qui devient la ligne de conduite autour de laquelle s'articulent les actions de tout mouvement. L'UEF-France, comme les autres sections nationales, dans les dix-neuf pays où est représentée notre organisation, aura à cœur de conjuguer ses propres actions, notamment la campagne pour les Etats-Unis d'Europe, avec les orientations de cette déclaration.

EUROPE FEDERALE – LE MOMENT D'EN DECIDER

L'ordre du monde change. La montée en puissance de nouveaux acteurs mondiaux, tels que la Chine, l'Inde et le Brésil, risque de marginaliser l'Europe. Les pays arabes voisins de l'Europe luttent pour devenir démocratiques. Le réchauffement mondial appelle une réponse systémique radicale. La crise bancaire montre la faiblesse fondamentale des règles financières actuelles (en cours). Face à ces défis et à d'autres, la bonne gouvernance de la communauté internationale a besoin d'une Union Européenne forte qui apporte une contribution décisive à la paix, la justice et la liberté.

Le Traité de Lisbonne a grandement renforcé l'Union Européenne : sa mise en application, complète et rapide, est vitale. Cependant, l'avenir de l'Union Economique et Monétaire est maintenant sérieusement menacé. La perte de l'élan soutenant l'élargissement diminue l'autorité morale de l'UE et sa crédibilité dans les affaires du monde.

La solidarité politique profite à tous. Il ne peut pas y avoir de solidarité sans un gouvernement dans lequel le peuple puisse avoir confiance. Parce que la confiance manque aujourd'hui, plusieurs Etats font obstruction au nécessaire débat sur les options fédérales pour l'avenir de l'Europe et ils engagent l'UE dans un système d'initiatives intergouvernementales improductives. Au mieux, cette situation nie la logique du Traité de Lisbonne ; au pire, on risque un retour au nationalisme et à la xénophobie.

Les dirigeants politiques européens doivent, maintenant, agir d'une manière décisive pour prévenir la désintégration de l'Europe. Ils devraient se concentrer sur l'amélioration de la capacité de l'UE à agir efficacement face aux défis actuels et aux probables défis futurs. Ils doivent éviter des actions qui rendent plus difficiles de nouveaux pas vers l'intégration européenne.

Gouvernance économique

Les dispositions actuelles de l'Union Economique et Monétaire de l'UE ont été mises à l'épreuve et se sont révélées insuffisantes. La dernière décision du Conseil européen d'amender le Traité et de mettre en place un mécanisme de crise permanent pour l'euro zone est une mesure à court terme, laquelle est bien en deçà d'un véritable gouvernement économique dans une union fédérale.

A moyen terme, d'autres mesures doivent être prises pour assurer la cohésion de la zone euro et donner à l'UE la possibilité de promouvoir une efficace politique de développement durable. Les dispositions finales du gouvernement économique de l'UE devraient inclure :

- l'accroissement de la possibilité, pour la Commission européenne, d'émettre des « euro-obligations » pour investir dans des projets soutenables et innovants ayant une valeur ajoutée européenne,
- l'introduction de sanctions automatiques et de pénalités en cas d'infraction à la discipline fiscale acceptée,
- la révision des critères d'euro-convergence,
- la consolidation de la réglementation encadrant le secteur financier,
- l'achèvement, en 2012, du plan d'action pour le marché unique,
- la création d'un marché commun pour les instruments de dette souveraine libellés en euro,
- la représentation statutaire de l'euro-groupe au FMI,
- un budget soutenu de l'UE, largement financé par des ressources propres,
- le renforcement du rôle de la Commission dans la conduite des affaires économiques et financières.

7

Des négociations au sujet de la révision du cadre financier pluriannuel de l'UE et de la réforme des ressources propres doivent être radicales, si le budget de l'UE doit contribuer efficacement à la stabilisation fiscale et au redressement économique. Le fardeau financier, qui pèse sur les budgets nationaux, diminuera à mesure que d'importants éléments de dépense seront transférés au niveau de l'UE et que de grandes économies d'échelle seront faites -par exemple, dans les domaines de la Recherche et du Développement, des super-réseaux et des réseaux-intelligents, des infrastructures de transport et des acquisitions d'armement.

Gouvernance démocratique

Tandis que le Traité de Lisbonne a consolidé l'autorité légale de l'UE, ses institutions manquent encore d'une forte légitimité populaire. Il est nécessaire, maintenant, d'accroître la pratique démocratique au niveau fédéral. L'initiative Citoyenne Européenne est une amélioration bienvenue. L'étape suivante est l'accélération du développement de partis politiques fédéraux par la réforme de l'élection du Parlement Européen.

L'introduction, à temps pour les élections de 2014, d'une circonscription électorale paneuropéenne élisant un petit nombre de membres du Parlement européen à partir de listes transnationales, augmenterait la dimension européenne des élections et donnerait de la vitalité à la démocratie européenne post-nationale qui émerge. Les partis politiques européens devraient recevoir la responsabilité de mener la campagne électorale. Il est possible d'espérer que le prochain Président de la Commission émergera d'une telle liste transnationale. Les institutions de l'UE et les gouvernements nationaux devraient promouvoir de vastes campagnes d'information civique sur les élections européennes.

L'Union des Fédéralistes Européens confirme sa mission de mouvement politique supranational dédié à la création d'une union fédérale européenne.

L'UEF fait campagne pour:

1. la création d'un gouvernement économique qui s'engage à la stabilité financière et à la croissance soutenable ;
2. la convocation d'une conférence interparlementaire pour préparer la révision du cadre financier multi-annuel et la réforme du système des ressources propres ;
3. la réforme, à temps pour l'élection de 2014, de la procédure de l'élection du Parlement Européen, incluant des listes transnationales ;
4. la promotion d'une Initiative Citoyenne Européenne en faveur d'autres réformes visant à une intégration plus profonde ;
5. la révision et le renouvellement de la stratégie de voisinage et d'élargissement de l'Union ;
6. la relance, par le Parlement Européen, du processus constitutionnel avec, pour but, la création d'une union fédérale européenne, impliquant, si nécessaire, un noyau formé d'un groupe d'Etats ;
7. une action coordonnée de toutes les associations pro-européennes, en liaison avec le Groupe SPINELLI, pour relancer le processus d'intégration politique dans la perspective de 2014.

Les autres résolutions

D'autres résolutions plus thématiques sont aussi adoptées. Nous les présentons sachant qu'elles font, en tous cas pour celle liée à l'élargissement, débat entre nous. Il est vrai que ce sujet est sensible considérant la situation actuelle de l'Union européenne et l'attitude d'un certain nombre d'Etats membres, plutôt réticents à l'égard d'un nouvel élargissement. Mais le débat est là pour nourrir la réflexion et, s'il est conduit de manière saine, car non partisane, alors il contribuera à conforter l'idée de la Fédération européenne.

En effet, comment considérer que l'on puisse, autrement qu'en se fédérant, continuer à avancer vers une plus grande intégration des peuples européens ? Le système intergouvernemental où règne la règle de l'unanimité n'est pas tenable !

Résolution sur l'élargissement de l'Union européenne

Réaffirmant sa profonde conviction que l'élargissement a été l'une des politiques les plus réussies de l'Union européenne, et un succès déterminant et durable, qui a apporté paix et stabilité sur le continent européen.

Réitérant que l'élargissement a rapproché les peuples européens les uns des autres après des décennies de conflits pérennes, renforcé le respect des droits de l'homme, le règne de la loi et tout à la fois les économies des pays de l'ancien bloc de l'Est et celles des anciens pays membres.

Reconnaissant qu'une Europe élargie est devenue une voix plus forte et qui compte dans l'arène internationale, avec un avantage renforcé par le fait que le Haut Représentant (pour la PESC) parle dorénavant pour 27 démocraties ; que l'élargissement a largement accru la capacité et la crédibilité de l'UE à mener des négociations commerciales, à envoyer des missions de maintien de la paix et à parler d'une seule voix en ce qui concerne les questions de l'environnement et du changement climatique.

Rappelant que la seule perspective de devenir membre de l'UE a apporté la paix et la stabilité à des Balkans occidentaux anciennement déchirés, et représente un outil puissant dans le processus de démocratisation de la région tout entière.

Le XXIII^e Congrès européen de l'UEF :

1. *demande* aux institutions de l'UE et aux Etats membres de garder une perspective européenne pour les pays du *Partenariat oriental* et d'honorer les engagements envers les pays des Balkans de l'est, qui ont clairement exprimé lors des Sommets entre l'UE et les Balkans de l'est, tenus à Zagreb en 2000, Thessalonique en 2003 et Sarajevo en 2010, que tous les pays des Balkans de l'est ont une perspective européenne ;
2. *insiste* que l'élargissement doit être lié à la notion de construction d'une Europe fédérale plus forte ; (qu'il est) inextricablement lié à l'élargissement à tous les pays qui respectent les critères de Copenhague ; (qu'il est) essentiel de rendre le cadre institutionnel actuel aussi efficace que possible, tout en aspirant parallèlement à élargir la zone de stabilité et de prospérité ;
3. *alerte* sur la « fatigue contre l'élargissement » et ses conséquences potentiellement sérieuses pour le développement économique de l'UE et la stabilité politique des pays inclus dans le processus de stabilisation et d'association ;
4. regrette que la politique d'élargissement ait perdu son élan à cause de la crise économique et du mauvais usage de ce thème par quelques *leaders* pour des raisons politiques ;
5. *souligne* que la tendance à la xénophobie au sein et à l'extérieur de l'UE ne peut être contenue et réellement éradiquée que par le renforcement du cadre politique et économique de l'UE ;
6. *presse* les *leaders* de l'UE à encourager un débat ouvert et honnête sur les avantages et les défis d'un nouvel élargissement de l'UE, en condamnant, en particulier toutes les expressions de xénophobie qui se développent contre le cœur des valeurs européennes ;

7. *réaffirme* que la question de l'immigration ne peut pas être traitée de manière adéquate sans une Union ouverte et prête à accepter de nouveaux Etats membres respectant les critères de Copenhague ;
8. *encourage* les institutions de l'UE à effectuer tous les pas nécessaires afin de
 - a) faciliter les réformes nécessaires que tous les pays candidats et potentiellement candidats doivent mener, en particulier en fournissant au gouvernement du Kosovo une feuille de route pour la libéralisation des visas ;
 - b) intensifier les efforts pour s'assurer que tous les pays candidats ou potentiellement candidats mènent à bien les réformes politiques, économiques et judiciaires conduisant à un processus significatif et réussi d'accession en renforçant la capacité des pays des Balkans de l'est à respecter les critères du régime de libres visas, à faciliter le processus politique destiné à encourager la coopération régionale entre ces pays et à supprimer les obstacles politiques existants qui bloquent leur progrès vers la qualité de membres de l'UE.

Douze thèses pour une Europe fédérale et démocratique

1 / La justification pour une Europe fédérale -que seule une Union forte et réelle peut protéger ses habitants et leurs intérêts- est plus forte que jamais dans ce monde complexe et en évolution rapide ;

2 / le climat politique évolue dans le même sens, avec la pression pour un contrôle des budgets et une gouvernance économique plus étroite, impossibles sans une union politique ;

3 / mais, la résistance émotionnelle et psychologique demeure irrésistible -les peuples d'Europe sont habitués à la démocratie et ne donneront pas plus de pouvoir à une Union dont ils ne comprendraient pas les procédures et dont ils ne connaîtraient et n'auraient pas choisi pas les leaders ;

4 / il en découle que le projet fédéral, comme il apparaît actuellement, ne peut pas être atteint ;

5 / il est en conséquence essentiel de convaincre le peuple qu'une Union fédérale est le seul moyen d'établir une Europe réellement démocratique ;

6 / cela implique : a/ une Constitution courte, claire, que tout le monde puisse lire et comprendre et qui place fermement le pouvoir politique entre les mains des électeurs européens ;

7 / cela implique : b/ que lorsque les gens votent pour un Parlement, ils choisissent effectivement un Premier ministre et un véritable gouvernement européen, doté de pouvoirs souverains ;

8 / et cela implique : c/ que pour les questions d'importance européenne, ce soit la majorité des électeurs européens qui l'emporte ;

9 / mais les questions d'importance locale ou nationale, particulièrement les questions proches des individus (y compris, la santé, l'éducation et les services sociaux) doivent rester de la responsabilité des autorités nationales et locales ;

10 / le défi posé au mouvement fédéraliste est d'introduire fermement dans l'esprit du public le lien indissoluble entre fédéralisme et démocratie ;

11 / notre but est une Union fédérale et démocratique. C'est le moment. Les défis du monde moderne ne peuvent pas être relevés autrement. Les détails doivent être débattus mais certains pays pourraient ne pas être prêts et dans ce cas, la zone euro semblerait le bon point de départ ;

12 / si la majorité des gens dans une majorité des Etats de la zone euro, est prête à se lier de manière plus forte, à poursuivre ses intérêts communs, alors une Union démocratique pourrait être établie d'ici à 5 ans, et les fédéralistes devraient s'organiser dans ce but.

Création de Chaires SPINELLI

Le Congrès de l'UEF :

1. rappelant qu'une Chaire SPINELLI a été créée à l'Université de Buenos Aires ;
2. afin de promouvoir le développement de la pensée fédéraliste à partir des Universités, dans le but d'atteindre l'opinion publique dans son ensemble ;
3. dans la mesure où l'unification européenne n'est pas un cas isolé, mais l'exemple le plus avancé d'un processus mondial de formation de regroupements régionaux d'Etats ;
4. souligne la validité de la pensée et de l'action de SPINELLI en ce qui concerne la méthode d'unification des grandes régions du monde ;
5. invite les institutions européennes à établir, à côté des Chaires Jean Monnet, des Chaires Altiero SPINELLI, non seulement dans l'Union européenne mais aussi au niveau mondial.

10

Agenda des réunions et manifestations

<i>Evènements</i>	<i>Dates</i>	<i>Lieux</i>
<i>Bureau UEF-Europe</i>	<i>4 juin</i>	<i>Bruxelles</i>
<i>Formation en action</i>	<i>23 mai</i>	<i>Paris</i>
<i>UNPA</i>		
<i>Bureau élargi UEF-France</i>	<i>25 juin</i>	<i>Paris</i>
<i>Conférence UNPA</i>	<i>28 JUIN</i>	<i>Lyon</i>
<i>Rencontres fédéralistes</i>	<i>9 juillet</i>	<i>Villefontaine (Isère)</i>
<i>Assemblée générale UEF-France</i>	<i>17 septembre</i>	<i>Lyon</i>
<i>Université d'automne des fédéralistes*</i>	<i>15 octobre</i>	<i>Lyon</i>
<i>1ères assises du fédéralisme (à confirmer)</i>	<i>26 novembre</i>	<i>Paris</i>

- L'université d'automne des fédéralistes aura pour thème cette année : SOLIDARITE et INTEGRATION : de nouvelles étapes pour l'Europe ?

Elle sera organisée autour de deux tables rondes après un propos introductif par Alain REGUILLON dont le titre sera : « *Les leçons de la crise !* »

La première table ronde devrait s'intituler : « *Du marché à la solidarité : le défi social se pose-t-il à l'Europe ?* ». Elle sera animée par David CORTIER, Président du Mouvement européen Lyon/Rhône.

La seconde table ronde abordera la question : « *Une avant-garde fédérale peut-elle utilement accélérer le processus d'intégration et répondre aux défis de la mondialisation ?* ». Elle sera animée par François COUTIN, Secrétaire Général de l'UEF-Rhône-Alpes.



Campagne pour les Etats-Unis d'Europe

11

Notre campagne se poursuit. Au mois de mars, un recueil des lettres écrites en 2010 a été adressé aux députés français au Parlement européen, aux Présidents de groupes, à celui du Parlement européen et au Ministre français des Affaires européennes. Quelques réponses ont été reçues ; vous les trouverez sur notre site.

Deux nouvelles lettres sont en préparation. L'une rappelle la pertinence des thèmes que nous traitons et leur cohérence avec un certain nombre d'initiatives qu'elles ont permis de nourrir : gouvernance économique et révision du Traité de Lisbonne qui en découle ; création d'une circonscription électorale européenne...L'autre porte sur l'utilité, que les évènements outre-méditerranée confirme, d'une véritable politique étrangère commune, ainsi que de défense

Dans l'appel que signe dans cette rubrique notre Président Jean-Guy GIRAUD, il est rappelé l'urgence d'un sursaut de l'Europe.

RÉVEILLER L'EUROPE POUR 2014 par Jean-Guy GIRAUD, Président de l'UEF-France

"La première moitié du XXème siècle a été marquée par les deux guerres civiles européennes les plus meurtrières de l'histoire, dont un des effets collatéraux fut - pour 40 ans- la partition du continent européen en deux blocs antagonistes.

La deuxième moitié fut au contraire celle de la reconstruction et d'une union sans précédent des pays de l'ouest de l'Europe, puis de l'insertion dans cette Union de la plus grande partie des pays ex-communistes européens.

En 2010 -après 10 années de négociations- l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne a couronné ce nouvel édifice et ouvert la voie à la consolidation de la "grande « Union européenne » et à la poursuite de son processus d'intégration politique et économique.

La prochaine étape de ce processus devrait être 2014, année où se cumulent de grandes mutations institutionnelles :



- une étape politique avec la pleine application du Traité de Lisbonne, la première élection du Parlement européen sous son égide et le renouvellement des principaux dirigeants des Institutions (Commission et Conseil Européen notamment),

- une étape budgétaire décisive avec l'adoption d'un nouveau cadre financier pour cinq ans et la création de nouvelles ressources propres européennes,

- une étape économique avec l'entrée en vigueur de profondes réformes du gouvernement économique de l'Union européenne.

Symboliquement, l'Union européenne devrait donc prendre en 2014 -soit cent ans après le début de la première guerre européenne et mondiale- un nouveau départ sur des bases consolidées qui lui permettent de progresser sur la voie *d'une union toujours plus étroite des peuples européens, fixée par les Traités, et de faire face au monde multipolaire du XXIème siècle* .

Ce nouvel élan pourrait toutefois être freiné par trois phénomènes conjoncturels auxquels il importe de porter rapidement remède :

- *le premier est celui d'une certaine désorientation de l'opinion publique vis à vis du processus d'intégration et d'élargissement continu de l'UE,*

- *le second est celui d'une remise en cause, par certains "grands" États membres, de la méthode communautaire et d'une tentation de revenir à l'inefficacité de la diplomatie traditionnelle, voire à un directoire intergouvernemental,*

- *le troisième est bien entendu celui de la crise financière et économique qui fait douter de la capacité et de la volonté commune de réaction de l'Union européenne.*

Restaurer la confiance, l'unité et la solidarité entre les peuples et les États européens : telles sont donc les conditions nécessaires pour réussir le franchissement du cap de 2014.

Pour y parvenir, il apparaît indispensable de mobiliser tous ceux qui soutiennent que l'objectif historique d'intégration politique de l'Europe demeure la raison d'être de la construction communautaire. De tous ceux qui pensent que, si ce cap venait à être perdu, alors qu'aucune autre vision claire de l'avenir de l'Europe ne semble pouvoir lui être substituée, l'Union européenne serait menacée d'égarement, de dilution, de marginalisation voire d'éclatement.

Un sursaut politique est nécessaire et urgent pour stopper le lent déclin de l'ambition d'unité européenne, pour assurer le maintien des valeurs et du modèle socio-économique européens dans le nouveau contexte mondial du XXIème siècle.

Des initiatives fortes doivent donc être prises, tant vis à vis de l'opinion publique que des dirigeants, pour promouvoir une relance politique de l'Union européenne, pour "réveiller l'Europe" que nous voulons dans l'intérêt de ses citoyens ; bref pour "réussir 2014».

Dans cet esprit, nous soutenons l'initiative du "Groupe Spinelli" prise au sein du Parlement européen. Nous l'encourageons dans son action de création d'un réseau de citoyens, « politiques, académiques et écrivains », résolu à faire avancer l'Europe». Nous l'invitons à engager dès à présent une campagne active et organisée.

Nous proposons de compléter cette initiative, d'une part par la réactivation d'un "Comité pour les États-Unis d'Europe" originellement créé par Jean Monnet et, d'autre part, par la conjonction des actions ou campagnes à mener d'ici 2014 par les principales organisations pro-européennes aux niveaux européen, national et local.

Nous attirons en particulier l'attention sur la préparation des élections européennes qui doivent enfin devenir le grand événement démocratique qui scande et détermine l'évolution de l'Europe que veulent les Européens. Nous voulons inverser la courbe descendante de participation à ce scrutin par tous les moyens possibles. Nous appelons tous les responsables des partis politiques à prendre conscience dès à présent de l'importance de cette élection et les pouvoirs publics à assurer l'information nécessaire de l'opinion.

Ne nous y trompons pas : l'entreprise européenne -aussi évidente soit-elle pour nous- ne va pas de soi. Comme une civilisation, elle est humaine et donc mortelle. Nous devons nous battre pour qu'elle subsiste et progresse. C'est le véritable enjeu de la bataille de 2014 dans laquelle nous devons tous nous engager dès aujourd'hui.

Point de vue

WASHINGTON – Octobre 2011

Réunions du MOUVEMENT FEDERALISTE MONDIAL (WFM – IGP) et de la CAMPAGNE POUR L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DES NATIONS UNIES (UNPA)

Par Jean Francis BILLION

Les prochaines réunions du Conseil (et du Bureau exécutif) du WFM et du Comité d'animation de la Campagne pour l'UNPA auront lieu à Washington, puis éventuellement à New York, dans la semaine du 24 au 30 octobre.

En effet, comme initié avec les réunions de Buenos Aires d'octobre dernier les deux organisations ont décidé de tenir leurs réunions annuelles, regroupant des militants et responsables venus des quatre coins du monde, à des dates approchantes pour des raisons financières et d'organisation matérielle.

Le Conseil du WFM se penchera comme habituellement sur les différents chantiers des Fédéralistes mondiaux (Cour pénale

internationale, Droit des génocides et « Responsabilité de protéger » des Nations unies, UNPA...) mais aussi sur leurs relations avec l'UEF (Séminaire international de VENTOTENE pour le fédéralisme en Europe et dans le monde – revue *The Federalist Debate*, publiée à Turin et à laquelle sont associés le WFM, l'UEF et la JEF...)-.

La réunion de la Campagne pour l'UNPA fera le point du développement de la campagne, en particulier des réunions tenues à Dakar à l'occasion du dernier Forum social mondial.

Rappelons à propos de l'UNPA que les régions Ile de France et Rhône-Alpes de l'UEF France tiendront prochainement deux réunions publiques sur l'UNPA, à Paris le 23 mai et à Lyon le 28 juin. Les deux conférences seront animées par Didier COLMONT, membre de notre Comité directeur et Jean Francis BILLION, vice-président de l'UEF-France et membre du Conseil du WFM.

Ils nous ont quittés

Deux de nos anciens présidents sont décédés à quelques mois de distance. Jean-Pierre GOUZY et Alain REGUILLON leur rendent hommage par ces quelques lignes

Dominique MAGNANT

Dominique MAGNANT, décédé à Sceaux, le 14 Décembre 2010, dans sa quatre-vingt-dix-septième année, a participé activement à la fondation du Mouvement Fédéraliste Européen, section française de l'U.E.F., en 1953.

Ancien élève de l'École Polytechnique, ingénieur diplômé de l'École polytechnique fédérale de Zürich, il a été dans les années 1930 un compagnon de Marc Sangnier qui développa les idées du catholicisme social et fut le créateur de la Ligue française des auberges de Jeunesse.

Pendant la deuxième guerre mondiale, Dominique MAGNANT a joué un rôle majeur dans la résistance des Cévennes.

Officier de la légion d'honneur et Croix de guerre, il était également médaillé de la Résistance et des évadés.

A côté d'une carrière d'ingénieur brillante, il s'est consacré, dès la fin des hostilités au combat européen. A ce titre, il deviendra aux côtés d'Henri Frenay, le Président du Bureau exécutif du MFE en 1957, exerçant cette fonction jusqu'en Juin 1959 au sein de l'équipe dont je me trouvais être le Secrétaire général et André Delmas, le Délégué général.

Dominique MAGNANT a milité activement au sein de la mouvance fédéraliste, notamment dans la région parisienne, pendant une quarantaine d'années. Il a également été à l'origine du mouvement des Maisons de

l'Europe en France, en contribuant de manière décisive à la fondation de la plus ancienne de toutes, à Douai, avec Hélène DUBOIS, autre militante fédéraliste active qui en deviendra la Présidente et l'animatrice.

D'un dévouement exemplaire, Dominique MAGNANT a appartenu à cette avant-garde de fédéralistes engagés, qui a marqué en France les années d'après-guerre et les débuts de la construction européenne.

Jean-Pierre GOUZY

Albert-Marie GORDIANI

Il est des hommes rares qui consacrent leur vie à une idée. Il est des hommes rares qui, pour cette idée, conduisent des actions diversifiées, mais complémentaires. Il est des hommes, encore plus rares, qui savent faire partager leur passion, convaincre de la justesse de leur idée et entraîner nombre de partisans qui, à leur tour, portent cette idée.

Albert GORDIANI, décédé au mois de février 2011, était de ces hommes rares. Nombre de ses amis fédéralistes savent ce que fut son engagement, souvent assorti de tonitruantes envolées lorsque nous n'allions pas assez loin dans notre propre engagement, lorsque, certains se dispersaient trop.

Lui ne se dispersa jamais. Son but, son idée était l'aboutissement de la Fédération européenne, dans la filiation de ce qu'insufflèrent les mouvements de Résistance et que prônèrent, dès 1950, Robert SCHUMAN et Jean MONNET

La Résistance, Albert-Marie GORDIANI, né le 18 février 1924 à Lyon, la connaissait bien. Il s'y engagea dès l'âge de dix-sept ans. Comment pouvait-il en être autrement pour ce fils d'exilé antifasciste italien, opposant à MUSSOLINI, et comptant parmi les fondateurs de la démocratie chrétienne en Italie !

Au sortir de la guerre, Albert fit des études commerciales avant de s'enrôler pour l'Indochine. A son retour, il travaille dans l'administration d'une maison de transports et rejoint la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), dont il assurera durant de longues années, le secrétariat du Comité régional.

Dès 1946, il commence à militer à LA FEDERATION, organisation fédéraliste qui rassemble des femmes et des hommes souvent issus de la gauche « proudhonienne » et du catholicisme social. Sans doute est-ce de la conjugaison de ces rencontres que se forgera son esprit d'ouverture et de tolérance, sachant travailler avec des militants d'horizons divers.

Cette même année 1946, LA FEDERATION rejoint l'UNION des FEDERALISTES EUROPEENS dont Albert sera, en Rhône-Alpes et sur le plan national, un ardent militant ; il sera d'ailleurs Président de la section française de l'UEF dans les années 1990.

Dans les années 70, il jouera un rôle majeur dans l'unification de divers mouvements fédéralistes et contribuera à la création de l'Union des fédéralistes européens dont le comité lyonnais devient le fer de lance, contribuant par son exemple à la création du nouveau mouvement international de l'Union européenne des fédéralistes en 1973.

Il est aussi au côté des fondateurs du Conseil des communes d'Europe, dont les Français Gaston DEFERRE, Jacques CHABAN-DELMAS et Lucien SERGENT.

Il en sera le Délégué Général pour la région Rhône-Alpes, puis Auvergne, Bourgogne et Franche-Comté pendant plus de quarante ans et membre du Comité directeur jusqu'à sa disparition.

Il aura, dans ces régions et plus particulièrement en Rhône-Alpes, contribué à multiplier les jumelages et plusieurs centaines d'élus savent combien son rôle a été souvent déterminant pour la réalisation de ceux-ci.

Je pourrais encore égrener un long moment les engagements d'Albert GORDIANI, au Comité lyonnais de défense des libertés locales dès 1949, au Centre d'échanges internationaux en 1955, à la Maison de l'Europe de Lyon, dont il fut l'un des fondateurs en 1958, ou encore en qualité de Secrétaire du Comité interrégional Rhône-Alpes/Piémont/Hesse/Bade-Wurtemberg, en 1966.

Tout ce qu'il a entrepris pour son idée d'une Europe fédérale, c'est dans le souci, lui, le Résistant, de préserver la paix et d'établir entre les hommes des liens de compréhension mutuelle et d'amitié entre les peuples.

Alain REGUILLON

Manifeste du « Groupe SPINELLI »

L'UEF-France est signataire du « Manifeste SPINELLI ». Elle soutient l'initiative d'une centaine de députés européens qui ont décidé de s'engager pour une Europe fédérale sous l'impulsion de l'ancien Premier Ministre belge Guy VERHOFSTADT et de députés au nombre desquels comptent Daniel COHN-BENDIT et Sylvie GOULARD, ancienne Présidente du Mouvement européen France.

Plus que jamais, les défis du XXIème siècle sont de nature planétaire : changement climatique, épuisement des ressources, destruction de l'environnement, régulation financière et économique, menace nucléaire et sécurité collective, maintien de la paix,...

Dans ce nouveau monde, chaque pays européen est un petit pays. Mais nous avons un atout : nous avons bâti ensemble une Union européenne. C'est une construction remarquable et inédite, dans laquelle les Etats-nations d'Europe, pour certains longtemps divisés par des conflits incessants, ont décidé d'être « unis dans la diversité » et de former ensemble une Communauté au sens le plus fort du terme.

Tendus vers notre but commun de paix et prospérités partagées, nous avons réussi à coopérer et additionner nos forces, apportant une richesse sans précédent, la démocratie et la réconciliation à l'échelle du continent. Les Etats nations mirent en commun une partie de leur souveraineté nationale au sein d'institutions européennes afin de parvenir ensemble à leurs objectifs communs et une « union toujours plus étroite ».

Malheureusement, alors que les défis gigantesques d'une crise multiple exigeraient des réponses communes, au moins conçues à l'échelle européenne, trop d'hommes et de femmes politiques cèdent à la tentation de croire en un salut seulement national. En ces temps d'interdépendance et de mondialisation, s'accrocher ainsi aux ombres de la souveraineté nationale n'est pas seulement renier l'esprit communautaire ; c'est surtout se condamner à l'impuissance politique.

A présent, les choses semblent régresser, vers une union plus lâche qu'étroite, vers une Europe plus nationale que supranationale. Oubliant tout esprit communautaire, les Etats membres laissent la myopie des intérêts nationaux limités venir brouiller la vision commune. Ils privilégient les solutions intergouvernementales aux solutions européennes. Jusqu'au point de menacer la viabilité de l'euro, le symbole le plus concret de l'intégration européenne.

Nous nous opposons à cette tendance régressive et réactionnaire. Europe a été enlevée à nouveau – et cette fois par une coalition de politiciens nationaux. Il est temps de la ramener. Nous croyons que ce n'est justement pas le moment de ralentir le rythme de l'intégration, mais au contraire de l'accélérer. L'histoire européenne nous l'a déjà montré, ce n'est pas avec moins mais avec plus d'Europe que se trouvent les réponses aux problèmes qui se posent à nous. Seules des solutions européennes et un esprit communautaire ressuscité nous permettront d'affronter les défis planétaires.

Le nationalisme est une idéologie du passé. Notre objectif est celui d'une Europe fédérale et post-nationale, une Europe des citoyens. C'était le rêve que les pères fondateurs s'attachèrent à réaliser. C'était le projet d'Altiero SPINELLI. C'est l'Europe que nous choisissons. Parce que c'est l'Europe de demain.

Rejoignez l'UEF et devenez un citoyen actif de la construction européenne pour l'émergence d'une fédération, Etat supranational dont les principes reposent sur une juste répartition des compétences entre l'Etat fédéral, les Etats fédérés et les collectivités infra-étatiques.

Une fédération européenne c'est une construction juridique qui repose sur la double légitimité des citoyens qui la peuplent et des Etats qui la composent, selon la devise de l'Union européenne : « Unis dans la diversité »

L'UEF milite pour une Europe solidaire, humaniste, proche des préoccupations des citoyens et garante de la PAIX.

L'UEF est une association strictement indépendante de toute appartenance politique, syndicale et Religieuse.

Portrait

Altiero SPINELLI



Altiero SPINELLI (31 août 1907) a fondé le Movimento Federalista Europeo (Mouvement Fédéraliste européen) les 27-28 août 1943 à Milan.

Membre du Parti Communiste Italien dans sa jeunesse, il est arrêté en 1927 et passe 10 ans en prison puis 6 en résidence surveillée. C'est à cette époque, sur l'île de VENTOTENE qu'il abandonne le communisme pour le fédéralisme européen ; il rédige alors en compagnie de quelques amis le « Manifeste de VENTOTENE » en 1941. SPINELLI a pris très tôt conscience que le combat pour une Europe fédérale passait par la création d'un nouveau type d'organisation politique, affranchie des préjugés nationaux et des limites des idéologies classiques.

Au début des années 1950, les campagnes de SPINELLI et du MFE adressées au gouvernement italien ont eu une influence décisive pour faire de la construction européenne une question centrale au moment des négociations intergouvernementales qui devaient aboutir à la création de la Communauté européenne de défense, malheureusement, rejetée par le Parlement français en 1954.

Malgré cet échec, entre 1954 et 1960, SPINELLI et le MFE reprennent le combat fédéraliste, jusqu'à ce que SPINELLI quitte le MFE dans les années suivantes.

Entre 1976 et 1986, il est député au Parlement européen, dont il préside la Commission pour les Affaires institutionnelles en 1984. C'est à ce titre qu'il propose et défend l'élaboration d'un Traité établissant une Union européenne. Ce projet reçoit une large majorité en février 1984. Mais, l'initiative reste bloquée par les gouvernements nationaux, qui en 1985 préfèrent s'accorder sur l'Acte unique beaucoup moins ambitieux. Ce texte marque néanmoins l'entrée du Parlement européen sur la scène politique européenne comme nouvel acteur du processus de démocratisation des institutions communautaires.

Altiero SPINELLI est mort à Rome le 23 mai 1986, il y a 25 ans cette année.

BULLETIN D'ADHESION A L'UEF-France
(A retourner à UEF-France-c/o Europe Direct - 13, rue de l'Arbre-sec – 69001 LYON)

NOM : **Prénom**
Adresse postale

Courriel : **Téléphone**

Déclare adhérer à l'UEF-France, l'adhésion comprenant l'abonnement à Europe fédérale :
cotisation individuelle 35 €, Couple 55 €, étudiant/jeune travailleur 15 €, JEF 5 €, soutien à partir de 55 €

Adresse un chèque deà l'ordre de l'UEF-France

(Date et signature)